

Lettre ouverte de 124 ONG aux 28 institutions financières qui soutiennent le projet de TotalEnergies Mozambique LNG

À destination de :

- Banques privées : Société Générale; Crédit Agricole; Mizuho Bank; JP Morgan; Standard Chartered Bank; MUFG Bank; Sumitomo Mitsui Banking Corporation; Sumitomo Mitsui Trust Holdings; Shinsei Bank; Nippon Life Insurance; ABSA Bank; NBSA; Rand Merchant Bank; Standard Bank; ICBC.
- Institutions financières publiques : Export Import Bank of the United States (US EXIM); Japan Bank for International Cooperation (JBIC); UK Export Finance (UKEF); Export-Import Bank of Thailand (Thai Exim); Servizi Assicurativi del Commercio Estero (SACE); Nippon Export and Investment Insurance (NEXI); Export Credit Insurance Corporation of South Africa (ECIC); Atradius; Cassa Depositi e Prestiti; African Development Bank (AfDB); African Export Import Bank; Development Bank of Southern Africa; Industrial Development Corporation of South Africa.

Objet : Mozambique LNG – Appel à se retirer du projet

Nous, un groupe de 124 organisations de la société civile du Mozambique et du monde entier, vous écrivons pour vous demander instamment de vous retirer du projet gazier de TotalEnergies Mozambique LNG.

Deux ans et demi après que TotalEnergies a suspendu le projet Mozambique LNG pour "force majeure", son PDG Patrick Pouyanné a annoncé en septembre dernier son objectif de redémarrer le projet d'ici la fin de l'année¹. Le gouvernement mozambicain a par ailleurs rencontré en octobre les agences de crédit à l'exportation qui ont soutenu Mozambique LNG, pour leur demander de réaffirmer leur soutien au projet d'ici la fin de l'année². En 2020, vos 28 institutions financières ont participé à l'accord de prêt et se sont engagées à fournir un total de 14,9 milliards de dollars au projet³. En tant que partenaires financiers de TotalEnergies pour ce projet, les semaines et mois à venir seront déterminants : vous aurez à prendre position pour la poursuite ou l'arrêt de ce soutien. Cette décision représente une occasion cruciale pour vous de procéder à une réévaluation complète des risques posés par Mozambique LNG et, à la lumière de la situation dramatique sur le terrain et des impacts déjà irréversibles du projet, de retirer votre soutien.

Des violations continues des droits humains

Depuis le début du projet, les promoteurs de Mozambique LNG, d'abord Anadarko puis TotalEnergies, ont sous-estimé les risques humanitaires et sécuritaires, ainsi que la complexité des opérations dans une telle zone de conflit. La diligence raisonnable en matière de droits humains effectuée par TotalEnergies était

¹ Club of Mozambique, September 2023. [Mozambique: TotalEnergies to restart Cabo Delgado LNG project later this year – Lusa](#).

² 360 Mozambique, October 2023. [Government and International Agencies Update Financing Conditions for LNG](#).

³ TotalEnergies, July 2020. [Total announces the signing of Mozambique LNG project financing](#).

incomplète et comportait des lacunes qui n'ont depuis pas été corrigées de manière adéquate. En conséquence, les risques contre lesquels nos organisations vous ont mis en garde se sont concrétisés en une réalité dramatique sur le terrain au cours des dernières années. Les failles et les insuffisances du processus de diligence raisonnable ont été identifiées, entre autres, dans une analyse menée par l'organisation néerlandaise indépendante d'experts en droits humains Uprights⁴, ainsi que dans un rapport demandé par la Chambre des représentants des Pays-Bas⁵.

Ces failles ont eu des conséquences directes et fatales lorsque les attaques des insurgés se sont intensifiées à Cabo Delgado au début de l'année 2021. Lorsque des groupes d'insurgés ont attaqué la ville de Palma le 24 mars 2021, TotalEnergies avait déjà fait pression sur le gouvernement mozambicain pour qu'il garantisse la sécurité de la zone gazière. Ainsi, plus de 800 soldats protégeaient le site d'Afungi de TotalEnergies, alors que très peu de forces de sécurité protégeaient la ville et les civils⁶. Pire encore, les victimes civiles se seraient vues refuser l'accès au site protégé de TotalEnergies. Bien que consciente de la détérioration de la situation sécuritaire à Cabo Delgado et de la probabilité d'une attaque terroriste, l'entreprise n'a pas adopté de plan d'évacuation. En outre, elle aurait refusé de porter assistance à des sous-traitants du projet, faillissant à son devoir de protection alors qu'ils étaient en danger de mort. C'est pourquoi une plainte pénale a été déposée le mois dernier en France contre TotalEnergies, pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger, par des survivants et des proches des victimes de cet attentat terroriste dévastateur⁷. Une enquête approfondie sur le massacre de Palma, menée par le journaliste indépendant Alex Perry, a conclu que 1 193 personnes ont été tuées ou sont portées disparues et présumées mortes, et que 209 ont été enlevées⁸. Ni le gouvernement mozambicain ni TotalEnergies n'ont publié de recherches à ce sujet : ils ne peuvent pas prétendre maîtriser la situation alors qu'ils ne semblent même pas savoir combien de personnes ont été affectées par ces événements.

Le contexte de *force majeure* a aggravé la situation des 586 familles qui ont dû partir pour faire place aux installations terrestres du parc d'Afungi⁹. Parmi elles, au moins 310 familles étaient originaires du village de Quitupo. Parmi ces familles, 149 avaient déjà été relogées avant l'attaque. Avec l'attaque des insurgés sur le village de Palma en 2021, le processus de réinstallation a été interrompu et les 161 familles restantes n'ont fini d'être réinstallées qu'en juillet 2023. Les familles déplacées vers le village de Quitunda ont perdu leurs terres agricoles, leur accès à la mer pour pêcher et leurs moyens de subsistance tout au long du processus de réinstallation. Depuis que la *force majeure* a été déclarée en avril 2021, le paiement des compensations a été interrompu et les communautés affectées vivent dans l'incertitude quant à la date de reprise du processus¹⁰. La perte de leurs moyens de subsistance et le fait que beaucoup ont dû fuir vers des camps de réfugiés signifient que ces familles vivent aujourd'hui dans une extrême pauvreté. Le processus d'indemnisation des agriculteurs est désormais en cours. Avec les évolutions qui ont eu lieu entre 2019 et 2020, 1 847 familles ont été affectées, mais ce nombre pourrait augmenter en raison de la complexité et

⁴ Uprights, July 2023. [Assessment of TotalEnergies' Mozambique LNG Project Human Rights due diligence](#).

⁵ Dutch Ministry for Taxation and Fiscal Affairs and Ministry for Foreign Trade and Development Cooperation, June 2023. [Aanbiedingsbrief rapport veiligheidssituatie LNG-project Mozambique](#).

⁶ Mail & Guardian, April 2021. [Frelimo gambled everything on gas – and lost](#).

⁷ Financial Times, October 2023. [Total accused of involuntary manslaughter over 2021 Mozambique attack](#).

⁸ Alex Perry, June 2023. [Palma Massacre](#).

⁹ In the 2015 Resettlement Plan, 556 families were scheduled to be physically resettled, but this number increased due to the emergence of new families.

¹⁰ Justicia Ambiental, February 2023. [Encurralados – Como quebrar uma comunidade que resiste?](#)

des conflits qui caractérisent l'ensemble du processus d'indemnisation des exploitations agricoles¹¹. En outre, avant même que la *force majeure* ne soit déclarée et en raison d'un manque critique de confidentialité au cours du processus d'indemnisation porté par TotalEnergies, certaines personnes et familles affectées qui avaient déjà reçu une indemnisation ont été la cible d'extorsion de la part des forces de sécurité mozambicaines, ou ont été enlevées et sont aujourd'hui toujours portées disparues.

Une région toujours très dangereuse et instable

Pour justifier le redémarrage de Mozambique LNG, TotalEnergies affirme actuellement que la situation sécuritaire est sous contrôle à Cabo Delgado. Cependant, la réalité sur le terrain est bien différente. La sécurité s'est améliorée par rapport aux deux dernières années, lorsque les insurgés contrôlaient des villes entières et que des massacres étaient perpétrés quotidiennement. Toutefois, cela ne signifie pas que la région est sûre, ni que les civils se sentent en sécurité. Les forces de sécurité ne parviennent toujours pas à sécuriser des zones entières où les insurgés restent présents et actifs. En septembre 2023, la violence s'est intensifiée dans les districts de Mocímboa da Praia et de Macomia. Les civils et les forces de sécurité ont été la cible d'une série d'attaques : au moins 10 villageois ont été tués, 30 personnes ont été enlevées, d'autres ont été sauvagement battues, et au moins 888 personnes ont été déplacées¹². En octobre, les attaques se sont poursuivies, même à l'intérieur de la zone de sécurité contrôlée par les soldats rwandais¹³, obligeant plus de 2 500 personnes à fuir le village de Chinda à Mocímboa da Praia après l'incendie d'une douzaine de maisons¹⁴. La situation est bien connue des ministères des affaires étrangères et des ambassades de nombreux pays, qui reconnaissent que les groupes terroristes restent actifs au nord du Mozambique et conseillent de ne pas se rendre à Cabo Delgado. L'UNICEF signale que 338 086 enfants déplacés ont besoin d'une aide humanitaire et que plus de 5 600 enfants ont été déplacés au cours du mois de septembre dans le nord du Mozambique en raison d'attaques ou de craintes d'attaques¹⁵.

La reprise de Mozambique LNG est imprudente et irresponsable si elle implique de continuer à opérer dans un contexte aussi instable et de l'alimenter. Les insurgés prennent pour cible le gouvernement mozambicain, dont les intérêts sont très liés à ceux de TotalEnergies. Il est donc très probable que les insurgés réagiront aux prochaines mesures prises par TotalEnergies, notamment la levée de la *force majeure* et la reprise des opérations. Le seul moyen pour TotalEnergies de protéger la construction et l'exploitation de Mozambique LNG serait de mobiliser massivement et continuellement des forces de sécurité autour du site du projet et de plusieurs zones stratégiques, par exemple les axes routiers. Même dans le cas où cette "solution" serait efficace pour protéger le site d'Afungi, elle ne sera jamais une solution pour les Mozambicains et les communautés voisines du site du projet. Depuis des années, ces mêmes communautés sont déjà victimes de groupes d'insurgés, ainsi que de soldats et de mercenaires locaux et internationaux

¹¹ In the 2015 Resettlement Plan, 918 families were expected to be economically resettled, but due to new land requests being requested in Macala and Monjane, the number of those affected increased.

¹² The conflict observatory Cabo Ligado from the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Zitamar News and MediaFax, monitors political violence in Mozambique. See its latest update. [Cabo Ligado](#), October 2023.

¹³ Zitamar, October 2023. [IS-backed insurgents attacked the village of Chinda in the Mocímboa da Praia district of Cabo Delgado province](#).

¹⁴ And Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Zitamar News, and MediaFax. [Cabo Ligado Update: 16-29 October 2023](#).

¹⁵ UNICEF, September 2023. [Mozambique Humanitarian Situation Report No. 9](#).

qui sont connus pour avoir commis des violations des droits humains, notamment des extorsions et des agressions sexuelles, à l'encontre de civils¹⁶. Même le rapport commandé par TotalEnergies et réalisé par Jean-Christophe Rufin met en évidence les violations des droits humains commises par les forces militaires engagées par TotalEnergies¹⁷. Selon M. Rufin, la relation directe entre la compagnie pétro-gazière et l'armée devrait être rompue car, en vertu de la Convention de Genève, TotalEnergies serait considérée comme une partie au conflit. La protection continue du site du projet entraînerait par ailleurs inévitablement des coûts de sécurité supplémentaires, qui ne devraient pas être supportés par le Mozambique, ni par les banques et les agences de crédit à l'exportation.

La situation dangereuse sur le terrain doit également être prise en compte à l'occasion de la réévaluation du projet Mozambique LNG. En raison des attaques en cours et de la militarisation de la région, les visiteurs devront probablement toujours être accompagnés et surveillés par les forces de sécurité et le personnel de TotalEnergies. Cependant, étant donné que les membres des communautés ont également été victimes de violences et d'intimidations de la part des forces de sécurité, il leur sera difficile, voire dangereux, de s'exprimer librement, ce qui portera atteinte à leur liberté d'expression.

Un projet qui ne bénéficie pas au Mozambique et aux communautés locales

L'affirmation de TotalEnergies selon laquelle le projet de GNL au Mozambique, et le gaz fossile en général, contribuent au développement économique¹⁸ a été démentie par plusieurs experts et universitaires. Outre les graves violations des droits humains, le modèle économique du projet a été conçu de manière à concentrer les bénéfices entre les mains de l'industrie gazière. Le cabinet d'analyse allemand OpenOil a utilisé des modèles financiers pour montrer que l'industrie gazière présente à Cabo Delgado ne profitera pas au Mozambique et qu'elle nuira même considérablement à l'économie du pays et au bien-être de ses citoyens¹⁹. Les revenus escomptés pour le Mozambique seront en réalité bien inférieurs aux chiffres avancés, et rien ne prouve que les recettes potentielles de Mozambique LNG se répercuteront sur la population. En outre, TotalEnergies a mis en place une structure agressive d'évitement fiscal, avec une société "boîte aux lettres" aux Émirats Arabes Unis, un paradis fiscal bien connu. Cela lui permet d'éviter jusqu'à 1,45 milliard de dollars d'impôts au Mozambique²⁰. En outre, la participation de l'entreprise publique mozambicaine de pétrole et gaz ENH dans le projet Mozambique LNG n'a pratiquement aucune valeur²¹.

Rien ne prouve non plus que les communautés profitent du projet en termes de création d'emplois ou d'accès à l'énergie. Très peu d'emplois permanents sont prévus : alors que la phase de construction sera la plus intensive en main-d'œuvre, les emplois de cette phase ne seront que temporaires. En outre, les emplois créés n'ont jamais été conçus pour s'adresser aux membres des communautés. La plupart d'entre eux ne savent ni lire ni écrire et aucune formation ni aucun renforcement des capacités n'ont été prévus. La

¹⁶ Uprights, July 2023. [Assessment of TotalEnergies' Mozambique LNG Project Human Rights due diligence.](#)

¹⁷ Jean-Christophe Rufin, May 2023. [Report on the socioeconomic, humanitarian and human rights situation in the Palma-Afungi-Mocímboa area.](#)

¹⁸ Mozambique LNG. [Local Content.](#)

¹⁹ OpenOil, January 2021. [Too Late to Count: a financial analysis of Mozambique's gas sector](#); SOMO, March 2023. [How Mozambique's tax treaties enable tax avoidance.](#)

²⁰ SOMO, July 2023. [The treaty trap: The gas companies. Tax avoidance in Mozambique's extractive industries.](#)

²¹ OpenOil, January 2021. [Too Late to Count: a financial analysis of Mozambique's gas sector.](#)

situation est similaire à ce qui se passe dans le projet gazier de la société sud-africaine Sasol à Inhassoro, dans la province mozambicaine d'Inhambane, où les communautés locales protestent contre le manque d'opportunités d'emplois offerts par ce projet²². D'autre part, l'accès à l'énergie reste un défi majeur pour le Mozambique, même si le pays produit et exporte de l'énergie hydroélectrique depuis des décennies. Cependant, le projet de TotalEnergies ne contribuera que très peu à améliorer l'accès à l'énergie de la population mozambicaine, puisque plus de 90 % du gaz sera exporté vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie²³.

Ce projet laissera le Mozambique avec des actifs échoués et enfermera le pays dans une dépendance aux énergies fossiles dont il ne souffre pas aujourd'hui, et ce pour des décennies à venir. Au lieu de la corruption, de la militarisation et de la répression, la seule solution pour ramener la paix et permettre le développement du Mozambique est de s'attaquer aux véritables moteurs socio-économiques de la crise et de donner au pays une chance de répondre à ses besoins en matière d'accès à l'énergie, d'une manière qui favorise une économie juste basée sur les énergies renouvelables et qui profite à la population locale²⁴.

Un projet qui menace les écosystèmes locaux et le climat mondial

Outre des impacts humanitaires et sociaux majeurs, l'exploitation de ce gaz fossile et le développement de terminaux de GNL aggraveront également de manière significative les changements climatiques. L'évaluation des impacts environnementaux du projet de 2014 estime que les émissions de gaz à effet de serre du projet pourraient augmenter la contribution globale du Mozambique aux émissions jusqu'à 10 % par an²⁵. Lorsqu'il fonctionnera à pleine capacité, on estime que le projet produira environ 18 millions de tonnes de CO₂ par an²⁶. Le projet Mozambique LNG produira entre 3,3 et 4,5 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ au cours de son cycle de vie, soit plus que les émissions annuelles combinées de gaz à effet de serre de l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne²⁷. Toutefois, l'évaluation sous-estime l'impact du méthane qui sera libéré. Le volume des émissions de gaz à effet de serre sera donc probablement beaucoup plus élevé que prévu. Le consensus scientifique, soutenu par le scénario Net Zero Emissions (NZE) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), recommande au contraire de ne pas exploiter les nouveaux gisements de gaz fossiles.

Mettre en opération une nouvelle bombe carbone comme Mozambique LNG ne ruinera pas seulement nos chances de rester en deçà d'un réchauffement global de 1,5 °C, elle aura aussi des effets réels sur le terrain au Mozambique, un pays qui souffre déjà des impacts des changements climatiques²⁸. L'évolution des conditions météorologiques provoque des phénomènes extrêmes tels que de violentes tempêtes et des

²² MZNews, May 2021. [Inhambane: População protesta a falta de oportunidades na multinacional Sasol](#).

Carta de Moçambique, August 2022. [Sasol e Governo continuam a não cumprir promessas – acusa organização juvenil de Inhassoro](#).

²³ FTI Consulting, February 2021. [Project Financing: Review of Mozambique LNG](#) (page 2).

²⁴ BankTrack, March 2022. [Locked Out Of A Just Transition. Fossil Fuel Finance In Africa](#).

²⁵ Eni and Anadarko, February 2014. [Environmental Impact Assessment \(EIA\) Report for the Liquefied Natural Gas Project in Cabo Delgado](#).

²⁶ Friends of the Earth EWNI, June 2021. [UK Export Finance – climate litigation](#).

²⁷ Friends of the Earth EWNI and the New Economics Foundation, October 2021. [Tip of the iceberg : the future of fossil fuel extraction](#).

²⁸ UNHCR, Novembre 2022. [Displaced people join efforts to adapt to climate change in Mozambique](#).

sécheresses dans tout le pays. En 2019, les cyclones Idai et Kenneth ont tué au moins 1 500 personnes au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi, et ont causé plus de 3 milliards de dollars de dégâts²⁹. Le cyclone Freddy, qui s'est produit plus tôt cette année, a causé des ravages au Malawi et au Mozambique, tuant plus de 500 personnes et en blessant beaucoup d'autres³⁰.

En plus d'aggraver les changements climatiques, ce projet gazier menace également les écosystèmes uniques et vulnérables dans lesquels il est situé, notamment le parc national des Quirimbas – une réserve de biosphère de l'UNESCO³¹. Ces écosystèmes sont constitués de forêts de mangroves, de récifs coralliens et d'herbiers marins qui sont extrêmement importants pour la biodiversité. Le projet met en péril ces écosystèmes³² et des animaux menacés³³ comme le rorqual boréal, les tortues luth et les tortues imbriquées.

Il est temps de prendre vos responsabilités

Le moment est crucial. La *force majeure* déclarée sur Mozambique LNG donne aux banques et aux agences de crédit à l'exportation l'occasion de reconsidérer leur implication dans un projet qui s'est avéré désastreux avant même que sa construction ne soit achevée, et pour lequel TotalEnergies s'est révélée totalement indigne de confiance. Nous, organisations de la société civile du Mozambique et du monde entier, sommes informées que TotalEnergies est en train de contacter les banques et les agences de crédit à l'exportation afin de s'assurer de leur soutien renouvelé en vue d'une levée de la *force majeure*. Nous savons également que ce soutien renouvelé ne peut et ne doit pas se faire sans une réévaluation du projet.

En tant que soutien financier essentiel pour le projet, vous portez une responsabilité directe et importante dans ses graves impacts. Cependant, cette situation peut changer aujourd'hui. **À la lumière des preuves résumées dans cette lettre, nous vous demandons de saisir cette occasion pour vous engager à :**

- entreprendre une réévaluation complète et indépendante du projet comme condition préalable à toute décision, y compris en garantissant une participation significative des communautés et de la société civile ;
- cesser de contribuer à ces violations des droits humains et à la crise climatique en vous retirant de Mozambique LNG ;
- exclure publiquement tout soutien aux nouveaux projets gaziers prévus au Mozambique, à savoir Rovuma LNG et Coral North FLNG.

Nous serons très attentifs aux choix faits par vos banques et agences. Compte tenu de l'urgence de la situation et de l'imminence de la décision, nous vous demandons une réponse à cette lettre avant le 30 novembre.

Signé,

²⁹ Nhundu, Kenneth & Sibanda, Melusi & Chaminuka, Petronella, 2021. [Economic Losses from Cyclones Idai and Kenneth and Floods in Southern Africa: Implications on Sustainable Development Goals](#).

³⁰ Aljazeera, March 2023. [Cyclone Freddy death toll in southeast Africa surpasses 500](#).

³¹ UNESCO. [Quirimbas Biosphere Reserve, Mozambique](#).

³² Eni and Anadarko, February 2014. [Environmental Impact Assessment \(EIA\) Report for the Liquefied Natural Gas Project in Cabo Delgado](#).

³³ Justiça Ambiental, March 2020. [The impacts of the LNG industry in Cabo Delgado, Mozambique](#).

Organisations africaines :

AbibiNsroma Foundation
Africa Center for Energy and Environmental Sustainability (ACEES)
Africa Institute for Energy Governance
Africa Unite
Alternativa - Acção pela Emancipação Social
Appui aux Initiatives Communautaires pour la Conservation de l'Environnement et de Développement ,
AICED
Association Paix et Environnement
Bio Vision Africa (BiVA)
Centre for Alternative Development
Centre for Citizens COnserving Environment & Management (CECIC)
Centre for Social Change (University of Johannesburg)
Centre pour la Justice Environnementale-Togo
Centro para Desenvolvimento Alternativo
Comité de lutte contre le zircon en Casamance
Community Action Against Plastic Waste (CAPws)
Don't Gas Africa
Environment Governance Institute Uganda
Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria (ERA/FOEN)
Fund Our Future
GAIA
Green leaf Advocacy and Empowerment Center
groundWork/ Friends of the Earth South Africa
IRTECO - Irrigation Training and Economic Empowerment Organization
JA!Justica Ambiental
Just Share
Les Amis de la Terre Togo
Missão Tabita
Oil Watch Africa
Society for Women and Youths Affairs (SWAYA)
South Durban Community Environmental Alliance ce
Sustainable Development Institute (SDI)
The Green Connection

Autres organisations internationales :

~ le mouvement
350.org
350 Colorado
350 Silicon Valley
350 Wisconsin
350 Hawaii

7 Directions of Service
Academia Cidadã
ActionAid Denmark
ActionAid France
ActionAid International
Afrikagrupperna
Alofa Tuvalu
Alternatiba Paris
Amigos de la Tierra
Andy Gheorghiu Consulting
AnsvarligFremtid
Bank Climate Advocates
Bank on our Future
Bank.Green
BankTrack
BLOOM Association
Both ENDS
Carrizo/Comecrudo Tribal Nation of Texas
CCFD-Terre Solidaire
Climate Action Network
Collectif BreakFree Suisse
Corner House
Corporate Europe Observatory
Counter Balance
Earth Action, Inc.
Ecologistas en Acción
EKOenergy ecolabel
Environics Trust
Extinction Rebellion France
FairFin
Fédération Artisans du Monde
Focus Association for Sustainable Development
FoE Japan
Fossilvrij NL
Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland
Friends of the Earth Europe
Friends of the Earth Finland
Friends of the Earth France / Les Amis de la Terre France
Friends of the Earth Netherlands / Milieudefensie
Friends of the Earth US
FSU
Gas No Es Solución
Geres
Global Justice Now
Greenpeace France

Indigenous Environmental Network International
Japan Center for a Sustainable Environment and Society (JACSES)
Jordens Vänner / Friends of the Earth Sweden
Klimastreik Basel
Latinoamérica Sustentable
Laudato Si Movement
LDH (Ligue des droits de l'Homme)
Leave it in the Ground Initiative (LINGO)
Louisiana Bucket Brigade
MARBE, SA
Market Forces
Mekong Watch
Money Rebellion
New Weather institute
NOAH - Friends of the Earth Denmark
Not Here Not Anywhere
Oil Change International
Positive Money UK
PowerShift e.V.
Profundo
Rainforest Action Network
Re-set: platform for socio-ecological transformation
Reclaim Finance
ReCommon
Recourse
Réseau Action Climat France
Scientifiques en rébellion
Society of Native Nations
SOLIDAR & SOLIDAR Foundation
Solutions for Our Climate
South Texas Environemta
Stand.earth
Texas Campaign for the Environment
Tipping Point UK
Uplift
urgewald
WECF (Women Engage for a Common Future) International
Women Engage for a Common Future - WECF
XR Carnage Total
Zehar-Errefuxiatuekin

Endorsed by

